

Appendice J – Modèle de synthèse critique de plusieurs textes (par auteur)

Par Anne Plourde

Économie internationale et globalisation

Phénomène récent, la globalisation vient bouleverser les différents paramètres de notre compréhension du monde. Que ce soit aux niveaux politique, économique ou socio-culturel, les analyses que l'on ébauche doivent tenir compte de cette nouvelle réalité, qui prend aujourd'hui une dimension presque transcendante. Cette compréhension du monde ne pouvant plus être satisfaite par les cadres théoriques traditionnels, certains spécialistes des sciences sociales (science politique, économie, sociologie) tentent de développer un nouveau champ conceptuel mieux adapté à la réalité de la globalisation. Ainsi, la notion d'économie internationale, jugée désuète, est abandonnée au profit de termes tels « économie mondiale », « globalisation », « système économique mondial » et « capitalisme mondial ». Trois auteurs, Gérard Kébabjian, Christian Deblock et Charles-Albert Michalet, montrent comment la globalisation remet en question les fondements des analyses classiques de la réalité mondiale, ébranlant même sérieusement le statut de l'État. Ils proposent de plus un nouveau cadre analytique davantage propice à la compréhension des événements actuels.

I- Gérard Kébabjian

Kébabdjian défend la thèse selon laquelle « la mondialisation et l'interdépendance par les liens économiques forment les données du monde contemporain et de ce fait les paramètres géostratégiques nouveaux des luttes pour la puissance.¹ »

Cette thèse ne peut cependant être développée sans certaines précisions quant à la notion d'économie internationale, qui se situe évidemment par rapport à l'économie nationale, et donc à l'État-nation (au niveau économique). Afin de dégager les caractéristiques propres à l'économie nationale, l'auteur compare cette dernière à l'économie régionale selon quatre critères, à savoir la monnaie (uniforme pour les régions et distincte pour les économies nationales), l'existence d'un marché unifié (au niveau national seulement), l'existence de barrières qui entravent la mobilité des facteurs de production entre économies nationales (alors que les économies régionales sont dites

¹ Gérard Kébabjian, «Économie internationale, économie mondiale et interdépendance», chap. in *L'Économie mondiale, Enjeux nouveaux, nouvelles théories*, Paris, Seuil, 1994, p. 16.

« ouvertes ») et enfin l'espace de la réglementation et de la politique au niveau économique (les économies nationales, contrairement aux régions, possèdent les instruments politiques et institutionnels de leur autonomie politique). Ainsi, l'économie nationale est définie par la réalité des États-nations. Kébabjian comprend donc l'économie internationale comme constituée par « la division d'une économie-monde en États et l'organisation des sociétés sous la forme des États-nations² ».

Cette économie internationale tend cependant à disparaître pour laisser place à l'économie mondiale. En effet, alors que la première représentait une ouverture des économies nationales sur l'extérieur, on assiste depuis peu à une *intégration* de ces économies nationales. La globalisation financière, qui échappe à tout contrôle, ainsi que la transnationalisation des processus productifs par la division internationale du travail, sont les deux vecteurs principaux de cette intégration des marchés nationaux au marché mondial. La concurrence entre entreprises est ainsi projetée au niveau international, avec le résultat d'une polarisation croissante de l'économie mondiale (phénomène de triadisation).

Face à cette réalité nouvelle qu'est la globalisation, la thèse de la fin de l'État au profit des firmes multinationales prend une ampleur importante. On parle du divorce des forces économiques du marché (niveau mondial) et des forces politiques (pouvoirs étatiques nationaux) en faisant valoir que les firmes multinationales échappent aujourd'hui au contrôle des États et qu'elles sont les seules à exercer une véritable influence sur l'économie mondiale, l'économie nationale perdant ainsi tout son sens. Kébabjian réfute cette thèse en indiquant qu'il est essentiel pour une telle analyse de différencier les niveaux, c'est-à-dire les petits États des puissants, et qu'on constate ainsi que pour les enjeux majeurs, les grands États restent « les véritables protagonistes de l'économie mondiale³ ». Il définit donc la phase actuelle selon la formule suivante :

Le « cœur » de l'économie mondiale se trouve « entre deux eaux » : entre une internationalisation poussée au sein de la « triade » et une globalisation, ou mondialisation, qui, tout en se développant sur certains segments, n'a pas atteint le degré de maturité suffisant pour faire disparaître les régulations propres à l'«économie internationale».⁴

Cette situation duale engendre un double système de dépendance des pays pauvres envers les pays riches d'une part, et d'interdépendance (au sens de dépendance réciproque) entre pays riches d'autre part. Cette quadruple interdépendance économique (basée sur les quatre critères définissant l'économie nationale) détermine la marche de la macroéconomie mondiale. D'abord, l'interdépendance par l'échange des biens et services

² *Ibid.*, p. 22.

³ *Ibid.*, p. 30.

⁴ *Ibid.*

(importations-exportations) est subdivisée selon la demande (interdépendance par les revenus, ou « effets quantités », et la compétitivité à travers les prix et le taux de change) et l'offre (interdépendance par les prix d'offre, qui transite par les coûts). Cette dernière se traduit par la répercussion des prix extérieurs dans le niveau général des prix d'une économie ouverte (distinction économie concurrencée et économie dominante) et par l'indexation des salaires sur les prix.

Ensuite, à l'interdépendance par les relations monétaires, qui résulte de « la coexistence de monnaies distinctes entre économies appartenant à un même système de convertibilité⁵ » et est fortement accrue par l'existence du régime de changes flexibles (par rapport au régime de changes fixes qui permet un certain contrôle) s'ajoute l'interdépendance financière, résultant des mouvements « spontanés » de capitaux et dépendant également du régime des changes (les changes flexibles sont ici aussi d'une importance majeure) en plus du différentiel des taux d'intérêt.

Enfin, l'interdépendance par les politiques économiques traduit une interdépendance stratégique (ne correspondant pas forcément à l'interdépendance économique) résultant des conflits d'objectifs entre États-nations qui débouchent sur des situations d'équilibre dépendant de la puissance respective des États en question.

Kébabjian conclut son analyse avec le constat qu'« il se produit un changement des bases de la domination politique : “l'hégémonie” se déplace d'une forme de domination hiérarchique à une *domination systémique*⁶ ».

II- Christian Deblock

En abordant les problèmes de l'économie mondiale « au travers du prisme réducteur des États⁷ », on a, selon Christian Deblock, longtemps parlé d'« économie mondiale » alors qu'il ne s'agissait que d'une « économie internationale », à savoir « un espace que l'on ne peut définir que comme étant au croisement des économies nationales⁸ ».

En effet, l'ordre d'après-guerre, construit autour des États-nations, supposait l'existence d'une certaine ligne d'étanchéité entre le domaine public et privé au niveau interne et entre ce qui relevait des intérêts nationaux et internationaux au niveau externe, avec le résultat qu'on avait « en même temps John M. Keynes à l'intérieur et Adam Smith à l'extérieur⁹ ». Cependant, avec la nouvelle réalité qu'est la globalisation, cette

⁵ *Ibid.*, p. 41.

⁶ *Ibid.*, p. 48.

⁷ Christian Deblock, « Du plein emploi à la compétitivité », in *Mondialisation des échanges et fonctions de l'État*, sous la dir. de François Crépeau, Bruxelles, Bruylant, 1997, p. 3.

⁸ *Ibid.*

⁹ *Ibid.*

double tension, qui avait pu être occultée auparavant, ne peut qu'éclater et bouleverser la totalité des fondements de cet ordre d'après-guerre, mettant en péril jusqu'à l'existence de l'État-nation.

Ainsi, au niveau interne, on institue l'État « garant du progrès économique et social¹⁰ », d'abord par la modernisation des institutions à travers la « révolution keynésienne ». Bien que Keynes ne soit pas le seul précurseur de ce nouvel ordre interne, il a rendu politiquement réalisable la mise en place du double système de l'économie mixte et de la sécurité sociale (politique de plein-emploi). Ce compromis social entre la vision atomiste des économistes libéraux, qui considèrent l'espace national comme un simple « parc de facteurs de production¹¹ », et la vision organiciste des nationalistes, qui définissent le territoire national comme un être vivant ayant une mission universelle, définit le cadre de l'engagement de l'État à travers une vision intégrative de fusion et de cohésion, tant au plan économique que social. Ce compromis soulève la double problématique de la séparation entre les intérêts publics et privés et les domaines national et international et devient de ce fait d'une grande fragilité : il nécessite une définition claire des notions d'« intérêt public » et d'« intérêt national », dont on a à l'époque de la reconstruction d'après-guerre une vision très idéaliste basée sur la responsabilité et le civisme des citoyens et l'engagement des États (Beveridge).

Au niveau externe, l'ordre des nations est principalement défini selon les principes des États-Unis qui construisent, à travers les nombreux accords signés, une société internationale régie par la règle de droit et dont les organisations internationales tiennent un rôle de « gendarmes ». L'ordre international ainsi instauré a pour conséquence connue de dissocier la sécurité économique interne de la sécurité économique externe par deux visions antagonistes, positive à l'interne et négative à l'externe. En effet, on abandonnera à ce dernier niveau l'idéologie de la transcendance de l'État qui veut que la reconstruction de l'économie internationale se fasse par l'intégration et l'instauration d'institutions centralisées (complémentaire de la reconstruction nationale) pour adopter une politique de coopération intergouvernementale qui sera à la base de la dichotomie entre les politiques de sécurité économique internes et externes, dilemme temporairement écarté par la Guerre froide et l'optimisme de l'idéologie libérale du commerce. Cette vision contractuelle négative de la reconstruction internationale est principalement sous-tendue par une volonté de désarmement économique des États, tenus pour responsables de la guerre.

Deblock mentionne la pertinence de la pensée de Gunnar Myrdal qui remarque que le problème de la tension national-international relève du fait que l'intégration ne s'est pas faite au niveau internationale alors qu'elle s'est faite au niveau nationale. Ainsi, le compromis entre le modèle type de l'école classique et les excès du nationalisme ne

¹⁰ *Ibid.*, p. 6.

¹¹ *Ibid.*, p. 8.

s'est pas réalisé à l'échelle mondiale. Pour ce faire, Myrdal insiste sur l'importance de « mettre en place les structures institutionnelles à l'échelle mondiale qui véhiculent les mêmes valeurs que celles que l'on retrouve au niveau des États¹² ». Cependant, le contexte particulier de la globalisation ne permet pas cette fusion idéaliste qui mise sur la bonne volonté des États puisqu'il suppose des rivalités entre nations alors que l'État est encore au coeur des relations internationales.

Ainsi, la théorie classique et les fondements de l'ordre d'après-guerre ne tiennent plus devant cette globalisation, qui se traduit par un double mouvement d'interrelation entre les États et les entreprises. Ces dernières deviennent globales par l'internationalisation de la production : on assiste alors à un phénomène d'internalisation des économies nationales par les firmes multinationales et à l'émergence d'oligopoles mondiaux. Les États subissent donc l'interpénétration des économies nationales et entrent en concurrence réciproque. En effet, les politiques stratégiques des États se trouvent totalement aux prises avec cette compétitivité et doivent centrer leurs politiques économiques autour des intérêts des producteurs au détriment des consommateurs. On ne distingue donc plus les politiques nationales des politiques internationales et l'intérêt national déborde sur l'économie mondiale.

On constate ainsi l'échec du pari d'après-guerre, rendu impossible par la globalisation. L'État se retrouve en situation de rivalité économique qui empêche la coïncidence des intérêts nationaux et internationaux et la règle de droit nationale se retrouve au service des entreprises. Cependant, malgré qu'on ne puisse plus parler d'une société construite autour des États, Deblock continue de leur accorder une certaine marge de manoeuvre.

III- Charles-Albert Michalet

Michalet tente de montrer dans son texte que le cadre analytique traditionnel (paradigme de la théorie des échanges de l'économie internationale), et de ce fait le statut de l'État-nation, sont fondamentalement remis en question par l'internationalisation de la production ainsi que par la transnationalisation des circuits monétaires et financiers. Il affirme que l'État-nation laisse place à l'État territoire et que le système économique mondial transcende les États et les agents multinationaux.

Tout d'abord, l'internationalisation de la production, dont les vecteurs principaux sont les firmes multinationales (FMN), modifie la base d'accumulation du capital, qui ne correspond plus à l'espace national du pays d'origine. Cette délocalisation de l'activité industrielle traduit deux stratégies : les filiales-relais constituent une politique de substitution aux exportations et sont destinées à fournir le marché local, alors que les filiales-ateliers peuvent utiliser une main-d'oeuvre abondante et bon marché par une

¹² *Ibid.*, p. 22.

segmentation internationale du processus productif. Cette seconde stratégie tend à s'accroître davantage que la première puisqu'elle rencontre les aspirations des pays en voie de développement, ce qui aura d'importantes conséquences tant pour les pays d'origine (emploi, structure industrielle) que pour les pays d'accueil (soumis aux FMN). L'État perd ainsi de sa substance puisqu'il est attaqué à même sa territorialité et s'ensuit pour lui une perte de contrôle notable : on doit donc comprendre l'État à partir de l'économie mondiale et non plus l'inverse.

Ensuite, la transnationalisation des circuits monétaires et financiers, qui se fait surtout à travers les Banques multinationales (BMN) affaiblit encore le contrôle de l'État sur son économie, cette fois au niveau de la monnaie et des finances. Leur développement, similaire aux FMN (filiales et succursales) permet l'existence d'un système monétaire et financier privé parallèle au système officiel et pratiquement hors de contrôle des États et des Banques centrales, que ce soit au niveau des pays d'origine ou d'accueil.

Le paradigme traditionnel étant bouleversé par l'analyse des agents multinationaux, l'auteur propose de développer un nouveau cadre analytique non plus à partir des États mais bien à partir du système économique mondial. Il réfute évidemment la thèse inverse au paradigme voulant que les multinationales mènent le monde en analysant la dynamique de ces dernières et des États au sein de l'économie mondiale. On constate ainsi que, bien que leur relation semble inextricablement conflictuelle, les États croient que les intérêts publics et privés se confondent et adoptent donc une politique de coopération avec les multinationales. Le succès de celles-ci résulte ainsi en partie de ce que les États ne leur opposent pas de résistance (au contraire), mais également du fait qu'elles ont su parfaitement s'intégrer à la dynamique du système économique mondial, ce que les États ne font qu'avec peine.

Finalement, Michalet explique l'émergence de l'économie mondiale par la mondialisation complète du mode de production capitaliste (MPC), d'abord à travers l'économie internationale (mondialisation du capital marchandise), ensuite par les FMN (mondialisation du capital productif) et enfin par les BMN (mondialisation du capital argent). Le capitalisme mondial constitue donc une nouvelle perspective analytique davantage propice à expliquer le statut de l'État-nation, qui se retrouve malgré lui intégré à ce système mondial.

Critique

Notre critique sera centrée sur la comparaison des approches de chaque auteur selon l'articulation des trois aspects principaux de leur problématique commune, à savoir l'ancien paradigme de l'économie internationale, la nouvelle réalité de la globalisation et la question de l'État.

Kébabdjian exprime la globalisation comme étant en quelque sorte l'accomplissement de l'internationalisation de l'économie. Cette dernière consiste principalement à l'ouverture des économies nationales sur l'extérieur caractérisée évidemment par les échanges commerciaux mais également par l'importance croissante des transferts de flux financiers. Alors que l'économie internationale, basée sur l'existence de l'État-nation, consiste en une simple ouverture des économies nationales, la globalisation représente une intégration de ces économies, c'est-à-dire que « les marchés nationaux tendent à s'intégrer à un seul marché : le marché mondial¹³ ». Cette globalisation s'accomplit principalement par la globalisation financière et par la transnationalisation des processus productifs dans la division internationale du travail. L'originalité de l'analyse de Kébabdjian par rapport aux deux autres auteurs est de parler de la coexistence d'un double système de dépendance des pays pauvres envers les pays riches (dépendance qui tient justement à l'intégration des économies faibles dans les économies dominantes, ce qui fait référence à la globalisation) et d'interdépendance entre pays riches, forme de dépendance réciproque qui correspond davantage à la réalité de l'économie internationale.

Michalet est très proche de Kébabdjian dans sa compréhension de la relation entre économie internationale et globalisation. Il décrit lui aussi l'ancien paradigme de l'économie internationale comme étant centré sur l'État-nation, en insistant cependant sur le fait que cette théorie de l'échange suppose une hypothèse fondamentale, à savoir que les facteurs de production ne sont mobiles qu'à l'intérieur des frontières nationales, réduisant ainsi les acteurs à de simples co-échangistes en relation d'extériorité. C'est cette hypothèse de base que l'existence de l'économie mondiale (Michalet ne parle pas de globalisation) vient mettre en échec : tout comme Kébabdjian, il explique en effet l'avènement de l'économie mondiale par l'internationalisation de la production par les FMN et la transnationalisation des circuits monétaires et financiers par les BMN, la mobilité des facteurs de production se trouvant ainsi à déborder de l'espace nationale par l'action des FMN. Michalet va cependant plus loin en identifiant l'avènement de l'économie mondiale à la projection mondiale du mode de production capitaliste par l'internationalisation de ses trois cycles à travers l'économie internationale et l'action des acteurs multinationaux (voir résumé).

Deblock se distingue des auteurs précédents en articulant les deux concepts d'économie internationale et de globalisation autour de la problématique de l'échec de l'ordre d'après-guerre à comprendre ses propres contradictions. Il remarque ainsi que l'idéologie de la transcendance de l'État ayant dominé pendant longtemps l'ensemble du spectre théorique traditionnel, il ne pouvait qu'y avoir confusion entre les deux concepts. Deblock les distingue pour sa part en définissant l'économie internationale « comme étant au croisement des économies nationales¹⁴ » et la globalisation comme un double

¹³ Gérard Kébabjian, *op. cit.*, p. 27.

¹⁴ Christian Deblock, *op. cit.*, p. 3.

phénomène « d'internationalisation - mondialisation - croissante de la production d'une part¹⁵ » et « d'interpénétration croissante des économies nationales les une dans les autres, d'autre part¹⁶ », se rapprochant ainsi de ses deux prédécesseurs. Il parle comme Michalet du mythe de l'économie internationale « envisagé sous l'angle d'un échange réciproque de biens entre des partenaires égaux¹⁷ », qui sera remis en question par l'internalisation des spécificités des espaces nationaux par les entreprises (ou l'homogénéisation des facteurs de production), engendrant de ce fait l'interpénétration des économies nationales et donc la globalisation.

Le paradigme traditionnel de l'économie internationale et de la théorie des échanges pivotant principalement, selon les trois auteurs, autour de l'État-nation, le bouleversement du premier entraîne inévitablement un ébranlement notable du second, qui doit être analysé dans une perspective nouvelle. Kébabdjian affirme que l'importance de chacun des acteurs de la scène internationale ne peut être adéquatement analysée sans une différenciation des niveaux : on comprend ainsi que certaines firmes multinationales puissantes peuvent avoir un plus grand impact que certains petits pays, mais que les pays dominants restent les véritables protagonistes de l'économie mondiale. Michalet se représente pour sa part l'État comme ne pouvant plus être défini par la nation et substitue l'État territoire à l'État-nation. On peut se représenter le statut de l'État territoire par la relation dialectique qu'il entretient avec les différents acteurs multinationaux au sein du système économique mondial qui les domine. Enfin, sans apporter de réelle explication au statut que les États pourraient prendre au sein de la globalisation, Deblock constate que malgré leur affaiblissement,

[...] ces derniers n'en gardent pas moins suffisamment de moyens et de marge de manoeuvre pour faire de l'arène internationale un champ de rivalité qui nous amène bien loin de ce grand projet qui était celui de mettre le monde à l'abri du besoin, de l'injustice et de l'insécurité.¹⁸

L'analyse de ces trois textes permet de comprendre le phénomène de la globalisation à différents niveaux. Alors que Kébabdjian apporte une connaissance davantage technique des implications économiques de l'interpénétration des économies nationales en expliquant les mécanismes de fonctionnement de ces dernières (ajustements, taux de changes, flux financiers, etc.), Deblock permet d'aborder la problématique davantage sous l'angle politique en insistant sur la dialectique de la reconstruction nationale et internationale de l'après-guerre. Cependant, il nous semble que le texte de Michalet est le plus éclairant pour la compréhension structurelle de la

¹⁵ *Ibid.*

¹⁶ *Ibid.*

¹⁷ *Ibid.*, p. 18.

¹⁸ *Ibid.*, p. 32.

mutation du système mondial. Il est intéressant à cet égard de noter que ce texte de Michalet date de 1979.

Bibliographie

Deblock, Christian. « Du plein emploi à la compétitivité ». In *Mondialisation des échanges et fonctions de l'État*, sous la dir. de François Crépeau, p. 63-122 (p. 1-43). Bruxelles : Bruylant, 1997.

Kébabjian, Gérard. «Économie internationale, économie mondiale et interdépendance». Chap. in *L'Économie mondiale, Enjeux nouveaux, nouvelles théories*, p. 15-48. Paris : Seuil, 1994.

Michalet, Charles-Albert. «États nations, firmes multinationales et capitalisme mondial». *Sociologie et Sociétés*, vol. 11, no 2 (1979), s. p.